**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULOUSE**

N°1102540 et 1303419

SOCIETE INDUSTRIAS DURMI

M. Faure
Rapporteur

Mme Torelli
Rapporteur public

Audience du 6 janvier 2015
Lecture du 3 février 2015

39-05
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Toulouse

(4^{ème} chambre)

Vu I) la requête, enregistrée le 30 mai 2011 sous le n°1102540, présentée pour la société Industrias Durmi par Me Sussat ; la société Industrias Durmi demande au tribunal :

1°) de condamner le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne à lui payer, avec intérêts au taux légal à compter du 21 mars 2011, la somme de 82 634 euros en règlement de la créance qui lui a été cédée par la société Athema ;

2°) de mettre à la charge du centre de gestion une somme de 5 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que :

- le marché passé par le centre de gestion avec la société Athema a donné lieu à une cession de créance à son profit, en application de l'article 1690 du code civil, par acte du 24 février 2010 notifié au centre de gestion le 19 avril 2010 ; à la suite de la procédure de liquidation judiciaire de la société Athema, sa demande de paiement présentée le 16 mars 2011 au centre de gestion a été rejetée par ce dernier le 29 mars 2011 ;
- le motif de rejet tiré de ce que la cession de créance a été notifiée par erreur au centre de gestion et n'a été reçue par le payeur départemental que le 22 septembre 2010, alors que le dernier acompte du marché avait été versé le 27 août 2010 à la société Oséo n'est pas fondé, dès lors que la formalité de notification au payeur départemental concerne les cessions de créance de la loi Dailly et non les créances relevant de l'article 1690 du code civil ; le paiement effectué par erreur à la société Oséo ne pouvait donc lui être opposé pour rejeter sa demande ;

Vu le mémoire en défense présenté par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne, enregistré le 21 octobre 2011 tendant au rejet de la requête et à ce que soit mis à la charge de la société Industrias Durmi la somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Il soutient que :

- la requête est irrecevable en raison, d'une part, d'un défaut d'élection de domicile conformément à l'article R. 431-38 du code de justice administrative, d'autre part, pour défaut de mention de l'organe représentatif du centre de gestion ;
- la requête est mal dirigée dès lors que le paiement demandé relève de la compétence du comptable du centre de gestion ;
- la créance doit être signifiée en application de l'article 107 du code des marchés publics au comptable public assignataire, cette signification ayant pour effet d'arrêter tout paiement à l'entreprise titulaire, ce qui relève d'une prérogative exclusive du comptable ; à défaut de cette signification, la créance est inopposable à la personne publique contractante qui n'est pas tenue d'alerter son comptable ou le créancier l'ayant saisi par erreur ;
- bien qu'informée à temps de son erreur, la société requérante n'a saisi que tardivement le comptable ;

Vu le nouveau mémoire présenté pour la société Industrias Durmi, enregistré le 2 mai 2013, élisant domicile au cabinet de la société d'avocats Camille et associés, 42 rue des Filatiers à Toulouse (31000) et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens ; elle soutient en outre que la requête est recevable dès lors qu'elle satisfait aux conditions des articles R. 411-1 et R. 431-8 du code de justice administrative ; que la signification de la créance au centre de gestion est suffisante et que, au surplus, le comptable en a reçu signification dès le 10 mai 2010, alors que la société Oséo n'a été réglée que postérieurement à cette date ;

Vu le nouveau mémoire en défense présenté par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne, enregistré le 30 avril 2014 qui conclut aux mêmes fins que précédemment par les mêmes moyens et soutient, en outre que la cession de créance était inopposable au comptable public du centre de gestion à la date de sa signification, soit le 10 mai 2010, dès lors que la société Athéma avait auparavant procédé, le 21 octobre 2009, à une cession de créance de type Dailly portant sur le montant total du marché en cause au bénéfice de la société Oséo ; que cette dernière n'a donné main levée partielle de sa créance que le 28 juillet 2010 au profit de la société Industrias Durmi, sous-traitant admis au paiement direct, qui n'a signifié à nouveau sa créance devenue de ce fait opposable que tardivement, le 22 septembre 2010, alors que la société Oséo avait été réglée de sa créance par le comptable ;

Vu le nouveau mémoire présenté pour la société Industrias Durmi, enregistré le 26 décembre 2014 qui conclut aux mêmes fins que la requête et porte le montant des frais irrépétibles demandés à 8 000 euros par les mêmes moyens ; elle soutient en outre que le comptable public assignataire n'avait pas le pouvoir de rejeter la signification de sa créance ;

Vu II) la requête, enregistrée le 22 juillet 2013 sous le n°1303419, présentée pour la société Industrias Durmi, par la Me Sussat ; la société demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision implicite du payeur départemental de la Haute-Garonne rejetant sa demande, en date du 23 avril 2013, de paiement de la créance d'un montant de 82 634 euros qui lui a été cédée par la société Athema assortie des intérêts au taux légal à compter du 21 mars 2011 ;

2°) de mettre à la charge du centre de gestion une somme de 6 000 euros au titre de l'article L 761 1 du code de justice administrative ;

Elle soutient que :

- le marché passé par la société Athema a donné lieu à une cession de créance à son profit notifiée au centre de gestion le 19 avril 2010 ; ce dernier a procédé au règlement de la créance à l'entreprise principale postérieurement à cette demande ;
- la demande de règlement de sa créance adressée au comptable est restée sans suite ;
- le motif du rejet tiré de ce que la cession de créance a été notifiée par erreur au centre de gestion et n'a été reçue par le payeur départemental que le 22 septembre 2010, alors que le dernier acompte du marché avait été versé le 27 août 2010 n'est pas fondé, dès lors que la formalité de notification au payeur départemental concerne les cessions de créance de la loi Dailly et non les créances relevant de l'article 1690 du code civil ; le paiement effectué par erreur à la société Oséo ne peut donc lui être opposé ; le centre de gestion qui aurait été saisi à tort avait l'obligation de transmettre sa demande au comptable public en application de la loi du 12 avril 2000 ;

Vu le mémoire en défense présenté par l'administrateur des finances publiques de la Haute-Garonne, enregistré le 2 octobre 2013 et tendant au rejet de la requête ; il soutient que le marché de la société Athéma a fait l'objet, pour son montant total, d'une première cession de créance de la loi Dailly le 21 octobre 2009 ce qui conduisait à procéder au règlement au cessionnaire ce qui a été fait les 9 et 27 août 2010 ; la cession de créance de droit commun détenue par la société Industrias Durmi devait être notifiée au comptable public ; ces paiements ont un caractère libératoire, dès lors que la notification de la cession est intervenue postérieurement aux paiements, le 22 septembre 2010 ;

Vu le nouveau mémoire présenté pour la société Industrias Durmi, enregistré le 3 mars 2014, et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens ; elle soutient, en outre, que la société Oseo a notifié par courrier du 28 juillet 2010 une main levée partielle de la cession de créance à son profit ; en ne tenant pas compte de cette main levée, le comptable public a commis une faute engageant la responsabilité du centre de gestion ;

Vu le mémoire en défense présenté par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne, enregistré le 20 novembre 2014, tendant au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge de la société Industrias Durmi la somme de 2 500 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Il soutient que :

- la créance devait être signifiée, en application de l'article 107 du code des marchés publics au comptable public assignataire ; à défaut de signification, la créance est inopposable à la personne

publique contractante qui n'est pas tenue d'alerter son comptable ou le créancier l'ayant saisie par erreur ;

- il n'avait pas l'obligation de transmettre la cession de créance au comptable public ni d'informer le cessionnaire de son erreur ; bien qu'informée de son erreur la société requérante n'a saisi que tardivement le comptable ;

- le 10 mai 2010, date de la première signification faite au comptable public, l'absence de main levée de la société Oseo s'opposait à tout règlement ; à la date de la deuxième signification, le 22 septembre 2010, le règlement de la créance à la société Oseo était déjà intervenue ;

Vu le nouveau mémoire en défense présenté par l'administrateur des finances publiques de la Haute-Garonne, enregistré le 12 décembre 2014 qui conclut aux mêmes fins que précédemment pour les mêmes motifs ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu le code civil ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 6 janvier 2015 ;

- le rapport de M. Faure ;

- les conclusions de Mme Torelli ;

- les observations de Me Lourme de la SCP Laporte-Szewczyk-Sussat pour la société Industrias-Durmi et de Me Blanchet de la SCP Dumaine-Rodriguez pour le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne ;

1. Considérant que les requêtes n°1102540 et 1303419 de la société Industrias Durmi, concernent le règlement de la même créance et ont fait l'objet d'une instruction commune ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement ;

2. Considérant que la société Industrias Durmi est bénéficiaire, en paiement d'un contrat de fournitures passé avec la société Athema, d'une cession de créance d'un montant de 82 634 euros passée par acte du 24 février 2010 au titre de l'article 1690 du code civil et portant sur les droits de la société Athema pour le règlement du lot n°5 « menuiseries extérieures » d'un marché de construction d'un bâtiment administratif du centre de gestion de la fonction publique territoriale (CGFPT) de la Haute-Garonne ; que la société Industrias Durmi a signifié cette créance le 19 avril 2010 au CGFPT qui la lui a retournée au motif qu'elle devait être adressée au comptable de l'établissement public et lui a indiqué les coordonnées de ce dernier ; que la société Industrias Durmi a ensuite procédé, le 10 mai 2010, à la signification de la cession de créance au

comptable qui a rejeté sa demande de paiement, le 11 mai 2010, au motif qu'une cession des droits au règlement de la totalité du prix du même marché au titre de la loi Dailly par la société Athéma à la société de financement Oseo avait été signifiée par courrier du 21 octobre 2009 au payeur départemental ; que la société Oseo a alors adressé au comptable public des mains levées partielles de la cession de créance dont elle était bénéficiaire en raison de l'introduction de sous-traitants admis en paiement direct ; que, toutefois, lorsqu'après l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de la société Athéma, la société Industrias Durmi a présenté, le 16 mars 2011, une demande de règlement de sa créance de 82 634 euros, celle-ci a été rejetée par décision du 29 mars au motif que le dernier acompte dû à la société Athéma avait déjà donné lieu à règlement à la société Oseo ; que la société Industrias Durmi demande au tribunal, par la requête n°1102540 la condamnation du centre de gestion à lui régler ladite créance et, par la requête n°1303419, la condamnation du centre de gestion de l'indemniser à hauteur du montant de ladite créance de la réparation du préjudice résultant de la perte de son droit à règlement en raison du règlement effectué, à tort, au profit de la société Oseo ;

Sur les fins de non-recevoir opposées, dans l'instance n°1102540 par le centre de gestion :

3. Considérant que la requête n°1102540, présentée, par avocat, mentionne le nom et l'adresse du centre de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne ; qu'elle satisfait ainsi aux exigences des articles R. 411-1 et R. 431-8 du code de justice administrative ;

Au fond :

4. Considérant qu'aux termes de l'article 107 du code des marchés publics : « *le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement (...)* » ; qu'aux termes de l'article 1690 du code civil : « *Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport fait au débiteur. Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique* » ; qu'aux termes de l'article 1689 du même code : « *Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.* » ; qu'aux termes de l'article 1690 du même code : « *Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.* » ; qu'aux termes de l'article 1693 du même code : « *Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.* » ;

5. Considérant qu'à la date de l'acte du 24 février 2010 par lequel la société Athéma, a cédé à hauteur de 82 634 euros la créance constituée du droit à règlement du prix du marché de travaux publics qu'elle avait avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne pour un prix de 487 675 euros, la totalité de ce droit avait déjà été cédé par la société Athéma à la société de financement Oseo dans le cadre d'une créance de la loi Dailly établie le 21 octobre 2009 et notifiée le même jour au comptable public du centre de gestion ; que si, la cession effectuée par la société Athéma au profit de la société Industrias Durmi ne lui conférait un droit à paiement qu'à compter de la main levée partielle de la créance détenue par la société Oseo, cette main levée a été signifiée au comptable public le 28 juillet 2010 au bénéfice

expressément mentionné de la société Industrias Durmi pour un montant de 82 634 euros ; que, dès lors que la société Industrias Durmi avait signifié le 10 mai 2010 au comptable de l'établissement sa créance résultant de la cession du 24 février 2010, le paiement de cette créance n'était pas, contrairement à ce que soutient le CGFPT de la Haute-Garonne, subordonné à la présentation d'une nouvelle signification auprès du comptable public du seul fait qu'il avait pu précédemment refuser à bon droit ce paiement avant que n'intervienne la main levée effectuée par la société Oséo ;

6. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, d'une part, que le CGFPT de la Haute-Garonne ne pouvait, à compter du 28 juillet 2010, se libérer régulièrement de sa dette, qu'auprès de la société Industrias Durmi et que les paiements effectués à la société Oséo les 9 et 27 août 2010 sont sans incidence sur les droits à règlement de la société Industrias Durmi ; que, par suite, elle est fondée à demander la condamnation du CGFPT de la Haute-Garonne à lui payer la somme de 82 634 euros en règlement de sa créance ; que, dès lors, qu'il est fait droit à la demande de paiement de la société Industrias Durmi, sa demande tendant au préjudice que lui aurait causé la faute commise par l'administration en lui refusant ce paiement doivent être rejetées ;

Sur les intérêts :

7. Considérant que la société Industrias Durmi a droit aux intérêts au taux légal de la somme de 82 634 euros à compter du 21 mars 2011, date de réception de sa demande de règlement par le comptable du CGFPT de la Haute-Garonne ;

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

8. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la société Industrias Durmi, qui n'est pas partie perdante dans la présente instance, la somme que demande le centre de gestion de la fonction publique ; qu'en revanche, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner le centre de gestion de la fonction publique de la Haute-Garonne à verser une somme de 1500 euros à la société Industrias Durmi au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1er : Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne est condamné à verser à la société Industrias Durmi la somme de 82 634 euros. Cette somme portera intérêt au taux légal à compter du 21 mars 2011.

Article 2 : Le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne versera à la société Industrias Durmi une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions des requêtes de la société Industrias Durmi, ensemble les conclusions du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à la société Industrias Durmi, au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne et à l'administrateur des finances publiques de la Haute-Garonne.

Délibéré après l'audience du 6 janvier 2015, à laquelle siégeaient :

M. Lerner, président,
M. Faure, premier conseiller,
M. Le Guillou, conseiller,

Lu en audience publique le 3 février 2015.

Le rapporteur,

Le président,

J-C FAURE

P. LERNER

Le greffier,

F. LE GUIELLAN

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Garonne, en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme :
Le Greffier en chef,